

## ... AUX COUPS D'ETAT SECURITAIRES DU G8 (2ème partie)

Soumis par Administrator

05-07-2009

Dernière mise à jour : 29-11-2009

• AU PROGRAMME AUTORITAIRE BUSHIEN DE « COUPS D'ETAT SECURITAIRES » DU G8

Téléchargement/impression Suite de l'article précédent "DU COUP D'ETAT ANTITERRORISTE

MONDIAL..."[http://s155081020.onlinehome.fr/iihep/index.php?option=com\\_content&task=view&id=161&Itemid=88](http://s155081020.onlinehome.fr/iihep/index.php?option=com_content&task=view&id=161&Itemid=88) 2009-

07-05/18:07:31 Il faut se rappeler ici que la doctrine sécuritaire (ou « Doctrine de la Sécurité Nationale ») en tant que « conception très musclée de l'ordre public » a déjà été déployée à de nombreuses reprises dans certaines colonies du G8, dans certaines dictatures et régimes militaires avérés de l'hémisphère Sud et dans la plupart des pré-démocraties européennes lors des diverses et multiples complications post-coloniales ou intra-sociétales tout au long des années 60 à 90 (Massacres d'Etat du « Métro Charonne » en 62, état d'urgence en 68, etc.). A l'époque, sous couvert de l'idéologie de la « sécurité nationale », les régimes militaires, paramilitaires ou pseudo-constitutionnels (dont alors les traditionnelles « démocraties » du G8) ont porté atteinte – le plus souvent de manière épisodique mais aussi quelquefois de manière stable pour certains pays - aux droits civiques et constitutionnels, aux droits humanitaires et aux droits internationaux les plus fondamentaux via l'importation de méthodes de répression sauvages (notamment en employant sur leurs propres territoires les « anciennes méthodes coloniales de contre-insurrection ») - sous prétexte de « lisser », voire de « gommer » certaines idéologies, certaines organisations subversives et - à plus long terme – toute opposition politique. Dès cette époque, la doctrine de la Sécurité nationale a donc été recyclée dans la plupart des pays de l'hémisphère Nord (qui étaient alors déjà le plus souvent des régimes autoritaires de « droite dure ») et dans de nombreux pays à régime totalitaire de l'hémisphère Sud (Afrique du sud de l'Apartheid, Chili « pinochetiste », Argentine de Videla, etc.) en tant qu'idéologie militaire et paramilitaire de crise et d'urgence. La doctrine de la Sécurité nationale a aussi permis d'encadrer certaines crises post-coloniales (liées à la rébellion dans les Départements et Territoires d'Outre-mer du G8) ainsi que toutes les formes de contestation sociale et politique intérieure – inhérentes à la fin des « trente glorieuses » de l'après-seconde guerre mondiale sur tout le G8 (qui sont actuellement relayées par les « trente calamiteuses » depuis 2007 avec le début de la visibilité de la dépression économique-financière de l'Europe et des Etats-Unis). Par exemple, en Europe, la « Doctrine de la Sécurité Nationale » a incubé et a couvé déjà largement, lors de plusieurs périodes historiques, dans certaines poches séparatistes - via la persistance des conflits post-coloniaux de l'Irlande du Nord, via les a-coups autoritaristes et/ou séparatistes liés à la sortie du franquisme en Espagne ou encore via les « années de plomb » issues des nombreux activistes armés d'extrême gauche comme d'extrême-droite qui se sont déployés très violemment en Italie, en Allemagne, en France et en Belgique entre les années 60 et 90. Plus récemment, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 (arrivant réellement à point) ont offert aux nouveaux exécutifs du G8 - en panne d'ennemis d'Etat - la possibilité de justifier d'une nouvelle définition opportunément réactualisée et « relookée » au sujet des « nouveaux et/ou des futurs ennemis d'Etat ». Ces étonnants attentats ont aussi et surtout permis de mettre en œuvre dans tout le G8 de « nouvelles doctrines de sécurité nationale » redéployées autant à l'intérieur qu'au niveau néo-colonial. A cet égard, dans le cadre de ces nouvelles doctrines sulfureuses, l'Amérique et l'Europe semblent être les seules fédérations pluri-étatiques actuelles attachées à défendre les notions universelles de liberté [bottée], de justice [d'exception] et de paix [thermonucléaire, voire virale] - qui leur donnent ainsi aujourd'hui des responsabilités littéralement [néo-jimpériales]. D'ailleurs, depuis quelques années, la nouvelle doctrine de sécurité nationale US stipule que l'ancienne planification de sécurité et de défense fondée sur les « menaces traditionnelles » (identification des adversaires, localisations géographiques, neutralisations « ad hoc » à l'étranger, etc.) a récemment été améliorée structurellement par une planification plus avancée et réellement novatrice - fondée sur les notions « juridiquement exceptionnelles » de « menaces capacitaires », de « menaces potentielles », de « guerres justes », de « guerres propres », de « guerres préemptives », etc. Pour les oligarques du G8, l'objectif est ainsi de calibrer préventivement les besoins offensifs et martiaux futurs et/ou imminents à un niveau à la fois matriciel et vertical, en fonction d'une gamme très large d'ennemis, d'une gamme très large de moyens (armes biologiques, armes virales de niveau 5, armes nucléaires, armes nucléaires à fission ultra-miniaturisées, armes thermonucléaires standards, armes thermonucléaires miniaturisées dotées d'un micro-allumage propre par transuraniens, etc.) et d'un spectre très large de situations conflictuelles quasi-illimitées (conflits locaux, conflits régionaux, conflits ethniquement ciblés, conflits continentaux, conflits mondiaux, conflits orbitaux, conflits « spatiaux », etc.). Contrairement aux idées classiques (et à la censure classique sur ce sujet), la Doctrine de Réorganisation Nationale – inhérente aux mutations d'urgence et de survie géo-économiques (liées à la concurrence des BRICAS [Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud]) et aux besoins de militarisation néo-fascistes en interne pour tout le G8 [toujours dans le cadre de la doctrine néo-libérale] – est tout à fait compatible et complémentaire avec les autres « processus de Sécurité nationale ». Par exemple, afin de faire des économies structurelles, la « Réorganisation Nationale [de l'ensemble] du G8 » vise à restructurer et à recycler les anciens « Etats sociaux, sanitaires et éducationnels traditionnels » en « Etat social minimum », en « Etat sanitaire minimum » et en « Etat éducationnel et universitaire minimum ». Par ailleurs, ces giga-mesures de dégraissage sont totalement synchronisées – au niveau des institutions répressives – par la transformation maximalisante des traditionnels Etats policiers et judiciaires du G8 en « méga-Etats casernes », en « méga-Etats antiterroristes », en « méga-Etats sécuritaires », voire en « méga-Etats militaro-sécuritaristes ». In fine, avec la sulfureuse idéologie du néo-libéralisme, il s'agit aussi

opérer un transfert feutré et subreptice des budgets sanitaires, sociaux, éducationnels et universitaires au bénéfice des budgets policiers, sécuritaires et militaires (ces dernières administrations ne souffrant pas vraiment de la crise et des ajustements structurels). Le « Processus de Réorganisation Nationale » comporte aussi généralement un axe idéologique et médiatique qui vise à forger complémentirement une nouvelle « identité nationale patriotique supérieure » pour les gueux - exacerbant ainsi opportunément le nationalisme viscéral des masses - celles-ci étant toujours très sensibles - de manière trans-historique - à ce type de discours maurassien, « maréchalesque » et - de plus en plus souvent depuis peu - néo-vichyste. Dans le cadre de ces nouveaux axes idéologiques, il s'agit de tester diverses méthodes « ingénierie sociale et médiatique » pour convaincre le grand public et les élites à adhérer à une vision du monde néo-libéralisée, mondialisée et placée spécifiquement sous la férule militaro-politique « un « G8 super-puissant, hégémoniste et despotique ». L'extension ultra-réactionnaire de la « sécurité nationale » - notamment au travers du déploiement de l'idéologie néo-fasciste de la « homeland security » appliquée en interne à l'Europe et aux Etats-Unis - implique manu militari la construction d'un large consensus sociétal, selon les différents niveaux à la fois des pouvoirs d'Etat, des non-pouvoirs privés des citoyens et des pseudo-pouvoirs régionaux accordés de manière régaliennne aux institutions politiques locales de ces mêmes Etats - déjà plus ou moins déjà fédéralisés entre eux. Complémentairement, les élites exécutives du G8 ont bien assimilé que la déconstruction drastique et caricaturale de la plupart des libertés civiles et constitutionnelles devait être compensée par beaucoup plus de sécurité pour les gueux et beaucoup plus de bien-être pour les élites afin que le grand projet unificateur à la fois de « continuum sécuritaire dans tout le G8 » [in fine, continuum « agosnistique » et/ou de survie pour un G8 en faillite patente] et de « trans-atlantisation des 2 Empires fédéraux » - que sont l'UE et les USA - soit aussi assumé électoralement [et magnétiquement] par les citoyens. Dans un avenir relativement proche (10 à 13 ans environ), cette union transatlantique d'urgence entre l'UE et les USA (dans un contexte hyper-concurrence géo-économique et militaire de la Chine, de l'Inde, de l'ex-Urss, etc.), pourrait correspondre à une grande « Fédération Sécuritariste Transatlantique de type autoritaire ou néo-dictatoriale » [équivalente à une sorte de « G8 unifié » sur le plan politique, industriel et militaire où les atlantistes auront alors largement pris le dessus sur les souverainistes européens]. Face à cet énième « modèle idéologie hyper-sécuritaire » prôné par les exécutifs néo-conservateurs du G8 depuis quelques années (avec notamment - les idéologies de la « participation [ortho]-citoyenne », de « l'autocontrôle social », de la « tolérance zéro » [datant pourtant de la fin des années 50], etc.), les citoyens sont invités à s'impliquer dans les institutions d'Etat les plus coercitives de manière magnétique, obséquieuse, voire quasi-béate. Tout en créant embryonnairement de véritables prototypes sulfureux auto-milices civiques [là-aussi bien connues dans le passé] et autres milices d'Etat, ces nouveaux processus autocontrôle et enrégimentement structural des masses permettent ainsi d'étendre la « sécurité nationale » - de manière systémique et globalisée - à l'ensemble du G8 dans le cadre d'un « immense programme de contre-société pro-étatique » - celle-ci se constituant ipso facto en remplacement intégral des anciens systèmes socio-culturels, institutionnels et constitutionnels du G8. Grâce à ces processus de remodelages identitaires pan-sociétaux, une « néo-subjectivité d'Etat versus NC » (implantée subtilement dans les citoyens néo-libéraux) - ainsi qu'un néo-volontarisme pro-étatique de masse (non plus forcé mais induit) - pourraient jouer un rôle de plus en plus important dans l'édification d'un « esprit contre-révolutionnaire et ultra-conservateur de masse » adapté et adéquat à l'ambiance néo-populiste, anti-parlementaire et anti-individualiste que veulent promulguer actuellement la plupart des exécutifs les plus durs du G8 en ce début de XXIe siècle. L'implication massive et hyper-encadrée par l'Etat - totalement complémentaire des actions des forces de l'Ordre et des Forces armées - des citoyens eux-mêmes contre eux-mêmes (quadrillage, contrôle, enrégimentement des « arrières », idéologies d'Etat de la « délation » et de la « dénonciation inter-civique » - énoncées comme « vigilance contre-révolutionnaire » ou encore quelquefois comme « vigilance anti-terroriste ») passera donc - dans un avenir proche - par l'intériorisation intégrale des théories et des praxis [contre-révolutionnaires] les plus obscures et les plus confidentielles du néolibéralisme - qui n'ont jamais été dévoilées au grand public jusqu'à ce jour (« Processus de reconstruction de l'identité nationale », Exhibition systématisée [ostentatoire] de la puissance de l'Etat dans ses manifestations diplomatiques ou lors des Sommets internationaux, Sur-usage et abus de la Raison d'Etat dans tout le G8 [comme par ex. pour « Op. Extraordinary Renditions »], « Esprit de défense » imposé médiatiquement à la citoyenneté, Contrôle intégral des médias par les Etats du G8, Désarticulation subreptice et millimétrique des Constitutions, Stigmatisation progressive - par les machines médiatico-sécuritaires d'Etat - de toutes formes d'opposition contre-étatiques en tant qu'« Ennemis d'Etat » et/ou en tant qu'« Ennemis intérieurs d'Etat », Désarticulation furtive et méthodique des partis d'Opposition par des modes d'infiltration et de neutralisation tangentiels - orchestrés par les exécutifs NC du G8, Déploiement de nouveaux concepts de contrôles sociaux de masse, Déploiement des ex-boîtes à outils contre-insurrectionnelles et coloniales des années 50 et 60 [dont la « Doctrine de guerre révolutionnaire »] à l'intérieur même des grandes métropoles du G8, Recyclage des vieilles techniques de quadrillage/saturation/bouclage [militaro-policière] dans les espaces urbains et populaires les plus « sensibles » [et/ou pauvres] du G8, Déploiement planétaire - par les services secrets militaires du G8 - de « faux-maquis », de « vrais-faux groupes terroristes » et de « contre-maquis islamistes » [par ex. « Opérations de retournement Oiseau vert », systèmes réticulaires « de contre-maquis régionaux » du GIA dans le maghreb, systèmes réticulaires des contre-maquis planétarisés d'Al-Q et d'Oussama B. L., etc.] pour infiltrer, neutraliser et décrédibiliser les opposition nationalistes et/ou anti-impérialistes dans la plupart des pays ré-occupés [du Tiers-monde ou dans les pays pétrolières sous contrôle nord-hémisphérique, Militarisation extrême des appareils policiers à l'intérieur du G8, Ouverture et amélioration de plusieurs centres d'entraînement militaro-policiers de guérilla en Zone urbaine [CENTAC à Mailly, CENZUB à Sissone, etc.],

Déploiement - de plus en plus normalisé et non crépusculaire - d'états d'urgence « ad hoc » dans tout le G8 [états d'urgence sanitaires, climatiques, terroristes, etc.] afin de préparer subrepticement l'installation définitive de la « loi martiale » en 2018 ou 2019 sur l'ensemble du G8, etc.). Au-delà de cet « auto-modélage identitaire des masses » (« auto-totalitarisation des citoyens ») orchestré par les NC des exécutifs d'Etat du G8 dans les aspects les plus coercitifs et les plus sombres du néo-libéralisme (forclusions d'Etat des Selfs culturels, des Selfs éthiques et des Selfs géopolitiques des citoyens néo-libéraux, implantation par l'Etat de multiples faux-Selfs dans la cognition des citoyens, etc.), l'efficacité très novatrice des institutions néo-libérales contemporaines dépend aussi - et surtout - en complément des processus de rupture fissionnels à l'intérieur des reliefs identitaires ou des Selfs des citoyens (comme dans les anciens totalitarismes du XXe siècle) - du degré de fusion avec les institutions idéologiques des Etats néo-libéraux - qui filtrent de manière matricielle l'ensemble des rapports sociaux et des représentations mentales des citoyens par rapport à la société et à leur environnement géopolitique (notamment, avec la confusion - intentionnellement verrouillée - entre à la fois les endogamies partisans « citoyenneté et Etat » et « citoyenneté et politiques néo-coloniales » des Etats du G8). Dans ces sortes de filtrage matriciel et de remaniement réifiant des réalités intra-sociétales et transnationales, les récentes institutions d'Etat visent ainsi, très intelligemment et de manière néo-totalitaire - bien au-delà de la réorganisation de toute la société - à une réorganisation totale de toutes les perceptions culturelles et médiatiques de leurs citoyens - conformes aux axes idéologiques, électoraux et post-constitutionnels prévus à moyen terme par les exécutifs du G8. Dans ce « néo-totalitarisme mou » véhiculé savamment par les néo-conservateurs actuellement au pouvoir, les institutions de coercition idéologiques et culturelles ont ainsi en charge de reconstruire et de déployer des médias d'Etat complètement censurés, des informations [d'Etat] complètement filtrées, de nouvelles lois d'exception anti-individualistes et fortement pro-étatiques, une « nouvelle éthique de masse » reconstruite et conforme à l'esprit des exécutifs d'Etat NC du G8, une « nouvelle transparence civique totale et panoptique » encadrée a contrario par des Etats de plus en plus désincarnés et nimbés du « Secret d'Etat le plus absolu », etc. En fait, outre l'adhésion active des vieilles élites économiques, financières, administratives et militaires du G8 - traditionnellement à la droite de la droite, la « mise au pas néo-libérale » des citoyennetés contemporaines [du G8] préfigure - ni plus ni moins - la « mise au pas de deux » de tous les citoyens de l'hémisphère Nord. Car, l'« autoritaire Démocratie » de nos régimes actuels ne correspond absolument pas à la « Demokratien verfassungsvertrag » de l'après-guerre et encore moins à la « demokratische » la plus illusoire. Quant à l'ancien « totalitarismus stark », celui-ci ne correspond absolument pas - non plus - à notre « totalitarismus weichen » - qui se déploient doucereusement aujourd'hui dans l'ensemble des Etats de l'hémisphère Nord. Trans-historiquement, les anciens régimes autoritaires durs - ou les totalitarismes mous actuels - ont toujours cherché suicidairement à terminer leur impossible mandat plus ou moins dictatorial - dans une sorte de « sur-légitimité démagogique et populiste délirante » - par différentes guerres agonistiques [et hautement criminelles pour les peuples] : Deuxième guerre mondiale d'Adolphe Hitler, Guerre des Malouines de la junte argentine, guerres d'Irak de la junte exécutive US sous le mandat de Bush Jr., potentielle « troisième guerre mondiale » de type agonistique des « NC va-t-en-guerre » (plausiblement à l'horizon 2020) de l'Axe Eu/Etats (dont le réarmement structural est en cours) contre l'Axe sino-soviétique (accessoirement encadré depuis peu par une Alliance militaire officielle [et anticipatrice] - qui est nouée à Shanghai en 2001 [avec l'OCS {Organisation de Coopération de Shanghai} et l'OTSC {Organisation du Traité de Sécurité Collective}], etc. Face à ces récentes dérives exceptionnalistes des Etats occidentaux, les citoyens ont ainsi tendance à accepter silencieusement ces pratiques tyranniques car souvent leur grande tolérance [pseudo-démocratique ou encore leur profond assentiment [pseudo-républicain pour ce genre de dérive, sont généralement renforcés par une « très vieille et bien connue fibre compassionnelle fasciste et/ou quasi-coloniale » de type « Sacrifier la liberté des autres pour son propre confort et sa propre sécurité ». A ce petit jeu maréchalesque (ou vichyste [vieille tradition {répub} autoritaire oblige]), il est logique de constater abruptement que les citoyens européens comme les citoyens états-uniens actuels - qui ont pourtant été confrontés historiquement à des gouvernements dictatoriaux (au combat ou dans leurs propres gouvernements de l'époque) sont les plus ouverts et les plus collaboratifs [in fine, « collaborateurs »] dans le cadre de l'abandon structurel de l'ensemble de leurs droits privés et constitutionnels face - ; pourtant - à la sur-multiplication caricaturale des exactions policières et militaires actuelles (sous couvert d'anti-terrorisme, de pandémies quelconques ou de crises systémiques [par ex. AT] - plus ou moins fabriquées par les grands Etats fédéraux du Nord eux-mêmes). En fait, tant que les mesures répressives ne semblent toucher que des catégories indigènes - stigmatisées comme hostiles, pré-terroristes ou dangereuses (catégories ciblées notamment par le contre-terrorisme ou par les récentes « procédures intérieures de contre-insurrection » pratiquées depuis peu par les institutions d'Etat les plus répressives du G8 [face notamment à leurs multiples troubles sociaux internes]) - l'émotion de la plupart des citoyens UE et US reste très limitée, voire inexistante. Cette alexithymie généralisée - ou cette déshumanisation émotionnelle de masse - semble aussi résulter des nombreux discours politiques hautement crisogènes - des dirigeants du G8 - qui articulent simultanément « insécurité étatique », « insécurité nationale » et « insécurité civique ». Depuis peu, la logique identitaire d'insécurité sociétale et/ou d'insécurité des citoyens fusionne avec la logique identitaire d'insécurité de l'Etat. Quant à la logique identitaire d'insécurité de la Nation », celle-ci fissionne à son tour - mais a contrario - avec la logique identitaire d'insécurité de l'Etat [!]. La confusion et l'angoisse font donc adhérer les masses à l'Etat et la « fragmentation insécuritaire de la Nation » en appelle logiquement à la « Sécurité nationale » [!]. Quant aux anciens fascismes qui autrefois avait structuré l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, etc., leur oubli par et pour les masses (mémoricide d'Etat) est aujourd'hui un des

facteurs essentiels qui œuvrent au récent « renforcement de l'identité nationale » de ces mêmes Nations dans la période contemporaine. A ce petit jeu néo-populiste entre aspirants empereurs et « underclasses civiques », les masses terrorisées cherchent alors une réponse de survie et d'urgence via la quête récente à la fois d'une « sécurité [d'Etat] purifiée » et d'une « identité nationale [d'Etat] purifiée ». Pour exprimer plus crûment encore, les dirigeants du G8 ont réussi à faire intégrer actuellement (ou à introprosser mentalement) à l'ensemble de leurs citoyens enrégimentés une « [illusoire] identité victimaire totale » (« Nous sommes envahis par les Immigrés tout en étant attaqués militairement ou terroristiquement [néologisme « ad hoc »] par les intégristes musulmans ») face à « un [illusoire] ennemi total » (dont Oussama et ses [contre-]maquis d'Al-Ciada). En fait, ces « algorithmes néo-populistes à visées ortho-électorales pour les masses » sont tellement complexes, puissants et intelligents que même les spécialistes civiles les plus aguerris sont ici généralement manipulés, retournés, voire confus. Pour les dirigeants du G8, le déclenchement de stratégies néo-coloniales d'ordre totaliste semble complètement légitime pour anéantir opportunément ces « ennemis totaux ». Ces « récentes praxis hégémoniques » visent aussi à assurer « en urgence » - aux exécutifs actuels du G8 - de nouveaux « modes intérieurs de coercition de masse » plus durables et plus efficaces - ainsi que de nouveaux « modes de méta-contrôles martiaux et néo-coloniaux » plus globalisés et plus totalitaristes (dépression géo-économique majeure et effondrements sociaux de masse obligent). Toujours dans le même axe - mais plus récemment (depuis environ une dizaine d'années), lors des réunions annuelles du G8 ou de certaines sommets de l'OTAN (à noter au passage, que cette « honorable institution » œuvre toujours aujourd'hui à lutter [avec une authentique hargne et une réelle pugnacité] contre le « Pacte de Varsovie » - qui a disparu depuis presque 20 ans), de gigantesques opérations militaro-policières sont ré-expérimentées opportunément dans toute l'Europe en tant que low intensity war - non plus dans les colonies contre les indigènes-maquisards mais à l'intérieur même des pays traditionnellement colonisateurs (notamment en version métropolitaine pour la France). En fait, les dirigeants néo-conservateurs en profitent pour tester « in vivo » des dispositifs de pré-guerres préparatoires de basse intensité et de luttes contre-insurrectionnelles sur les scènes urbaines de l'Europe - impliquant sur leurs propres territoires nationaux l'emploi drastique, massif et démesuré des forces spéciales, des forces militaires et des forces de police. Ces laboratoires « in vivo » de luttes contre-insurrectionnelles permettent ainsi de tester de nouvelles modalités d'encadrement spécifiquement discrétionnaires et ultra-violentes des masses civiques - sous-tendant prioritairement l'utilisation systématisée et intentionnelle de la violence anti- et contre-insurrectionnelle (amalgamant au passage la masse de citoyens pacifistes, gauchistes et écologistes avec les rares militants subversifs et - quelquefois - légèrement virulents) tout en excluant secondairement toute négociation pacifique contre les nouveaux « civils contestataires-ennemis d'Etat », les nouveaux « chômeurs-ennemis d'Etat » et les nouveaux « syndicalistes-ennemis d'Etat ». A chaque fois, ces « méga-dispositifs surdimensionnés d'Etat » - volontairement outranciers, ouvertement attentatoires aux libertés publiques et ostensiblement incantatoires au niveau des médias [d'Etat] - visent à organiser un immense et fabuleux « état de siège expérimental et temporaire » duquel découle en général une avalanche toujours plus aberrante d'exactions administratives, policières et paramilitaires préliminaires : sur-militarisation pré-martiale des villes où se tiennent habituellement les réunions inter-étatiques des Princes, des Rois et des Empereurs qui nous gouvernent (avec le déploiement en moyenne de 10 à 15000 membres des forces de sécurité à chaque Sommet), suspension de la libre circulation pour l'ensemble des « gueux-citoyens » - habitant la communauté urbaine quadrillée par les forces de sécurité, géo-localisation satellitaire en temps réel des cortèges de manifestants, immersion matricielle massive de dispositifs furtifs d'infiltrés de la Police, d'indicateurs d'Etat, [de provocateurs d'Etat organisés en « blocs noirs », d'observateurs de la police et d'agents des services secrets dans les rangs des militants et des manifestants, déploiement ostentatoire d'hélicoptères armés, de véhicules avant blindés [VAB] et de snipers sur les toits, déploiement d'unités militaires spéciales de sniping lourd » avec des calibres LP et « métal piercing » - notamment en 12,7 mm [de jolies « Hécate II » et autres « FR-F2 »], déploiements d'escadrons volants de motos « trail » pour les interventions hyper-véloces d'urgence » en cas de besoin, sur-contrôles « manuels » aux frontières, interdiction d'entrée sur le territoire pour plusieurs milliers de personnes « pré-identifiées » au préalable dans les « fichiers politiques et syndicaux » des Etats, perquisitions multiples - avant chaque sommet - de nombreuses associations de militants, sécurisation militaire des antennes TV et radios, ouvertures « off shore » et temporaires de « centres de rétention spéciaux » pour les « manifestants-pré-terroristes » arrêtés, surveillances policières actives des hôtels et des campings, surveillances policières actives des armureries et des sociétés de vente d'engrais et de désherbants, monitoring furtif des sociétés de location de voitures et des commerces de bricolage, mises sous écoute téléphonique de dizaines de milliers de lignes GSM et filaires, contrôles systématisés des courriers électroniques et des forums sur Internet, perquisitions domiciliaires systématisées et « intimidatoires » des leaders anti-mondialisation et autres, échanges massifs « ad hoc » de renseignements bio-métriques et de phénotypiques sur les citoyens contestataires entre la plupart des services de police et de renseignement des différents pays du G8 et des pays membres de l'OTAN, etc. Ainsi en Europe, depuis une vingtaine d'années, la plupart des exécutifs et des ministères de l'Intérieur ont utilisé la « sécurité » comme thème central de ralliement et comme rhétorique d'urgence, destinée à faire accepter - de manière préparatoire mais subreptice - l'abandon de la plupart des garanties démocratiques et constitutionnelles en matière pénale et civique - sous les alibis opportuns des luttes anti-migratoires, AT et anti-émeutes. Pour eux, il s'agit surtout de contenir les futures crises sociales majeures qui commencent à étriller tout le G8 depuis 2008 (avec - en prime - la transformation potentielle de la dépression financière de 2008 en dépression économique majeure après 2010). Puis, plus avant et plus récemment, les néo-cultures militaro-sécuritaristes du G8 ont même fini par culminer en « hystérie sécuritaire de masse » lors des différentes élections

présidentielles européennes et américaines de 2007, 2008 et 2009. Depuis 2001, la plupart des citoyens du G8 n'ont ainsi pas pu percevoir que les « dispositifs permanents AT » correspondaient dans toute l'Europe et aux Etats-Unis aux « prodromes de véritables putschs sécuritaires et AT feutrés ». Nous sommes en fait au début - ni plus ni moins - d'une méga-opération punitive progressive orchestrée dans tout le G8 contre tous les opposants politiques. Car les citoyens du G8 - encore inconscients eux-mêmes de leur propre néo-libéralisation en tant que nouveaux objets commerciaux - ne peuvent pas encore percevoir que le néo-libéralisme oligarchiste et excluant actuel (sorte de « hyper-capitalisme déshumanisé et mondialisé » qui vise à chosifier aussi l'ensemble des humains) tel qu'il est - id est sans socialisme à minima et sans démocratie à minima - est à court terme qu'un « esclavage de masse » en interne et « brutalisation martiale et néo-coloniale » de la planète en externe (à moyen terme). La fascisation néo-conservatrice de tous les domaines organisationnels et institutionnels des Etats post-démocratiques du G8 doit donc être analysée ici comme un retour au vieux « néo-autoritarisme d'Etat » au sens des anciens autoritarismes des années 30 aux années 50 [de Rome à Vichy - en passant par Berlin et Madrid] où « l'Etat d'exception permanent » rôdait déjà alors dans la plupart des pays de l'hémisphère Nord en butte avec des processus catastrophiques et massifs à la fois de décolonisation extérieure et de contestation intérieure (cas de la France, du Portugal, de la Belgique, des Etats-Unis, etc.). Mais, contrairement aux « anciennes périodes Rambo » (et néo-impériales) du G8 qui ont duré tout au long des années 50 à 70 (Madagascar, Vietnam, Algérie, etc.), l'actuel retour triomphant des oligarques néo-conservateurs et pro-fascistes dans ces mêmes pays - qui sont aujourd'hui pour la plupart aux commandes des exécutifs d'Etat (sans évaluer ici les répercussions au niveau mondial) a besoin d'être opportunément appuyé par divers coups d'Etats sécuritaires et AT - ainsi que par divers « coups d'Etat policiers et discrétionnaires connexes » (via des institutions d'Etat d'exception, des cibles d'exception, des pratiques de torture d'exception, des sacrifices d'exception, des contre-maquis d'exception, des lois d'exception, des débarquements coloniaux d'exception, des occupations néo-coloniales d'exception, etc.). Tout en agrémentant ces institutions d'Etat de moins en moins légitimes, ces étayages prétextuels servent aussi à augmenter fortement l'efficacité opérationnelle des divers systèmes répressifs afin de domestiquer dans un futur hautement prévisible toutes les formes de contestations et d'explosions sociales intérieures - liées à la grande dépression qui vient (découlant de l'énorme récession actuelle). Car, depuis peu, les « cibles » sont les étudiants contestataires, des militants anti-mondialisation, des militants anti-nucléaire, les classes sociales défavorisées (qui se rebellent), des citoyens très pauvres, etc. Plus sophistiqués et plus puissants qu'ils ne l'ont jamais été, les néo-conservateurs contrôlent ainsi aujourd'hui la plupart des exécutifs d'Etat et de la plupart des ministères stratégiques du G8. Depuis peu, ils ont même réussi à imposer leurs choix en matière de stratégies de défense, de sécurité nationale et de politique étrangère - toutes ouvertement « bellicistes » et/ou néo-coloniales. Afin de mieux assurer notre sécurité civile d'une manière totalitaire en tant que citoyens américains et européens (outre la centaine de dictatures et de régimes autoritaires existant actuellement dans le monde), de plus en plus de textes de lois encadrent peu à peu et dirigent progressivement et d'une manière intégrale nos pratiques professionnelles, nos vies privées et nos existences sociales et citoyennes. Tout en feignant de sauver l'Etat de droit et au nom de la défense à la fois de la Constitution [!] et de la démocratie [!], les anciens Etats policiers du G8 sont en train de se transformer en « dictatures militaro-sécuritaristes feutrées » sous les prétextes de l'AT et des nouveaux « ennemis intérieurs ». On a même eu en France le triste privilège de ré-expérimenter de vieilles lois impériales d'exception, digne des anciennes habitudes de nos ex-républiques coloniales, avec la réactivation de couvres-feux dans plusieurs banlieues en novembre 2005 (recours à la vieille notion poussièreuse d'état d'urgence par la réactivation expérimentale de la loi n° 1955-385 du 3 avril 1955 - instituant l'état d'urgence - celle-ci remontant pourtant à la décolonisation chaotique de notre ancienne colonie algérienne). Ainsi, rien qu'en France, sans compter les multiples lois organiques et constitutionnelles qui ont modifiées depuis peu - de manière massive - respectivement les institutions d'Etat les plus essentielles [de contre-pouvoir] (Conseil Constitutionnel, Magistrature, etc.) et surtout certains articles-clé de la Constitution de la Ve République, nous avons eu en France environ vingt cinq lois sécuritaires et autoritaires - qui ont été adoptées entre 2001 et 2009 : Loi n°2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne, Loi de programmation de la justice du 3 août 2002, Loi n°2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, Loi Perben I n°2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice, Loi Sarkozy du 18 mars 2003 sur la "sécurité intérieure", Loi sur l'immigration du 26 novembre 2003, Loi sur l'asile du 10 décembre 2003, Loi Perben II n°2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, Loi sur les juges proximité du 26 janvier 2005, Loi sur la déclaration de l'état d'urgence du 18 novembre 2005, Loi n°2005-1549 du 12 décembre 2005 relative au traitement de la récidive des infractions pénales, Loi contre le terrorisme du 23 janvier 2006, Loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, Loi sur l'immigration (immigration choisie) du 26 juillet 2006, Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, Loi n°2007-1198 du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs, Loi « Hortefeux » sur les étrangers (dont les tests ADN) du 20 novembre 07, Loi n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale, Loi n° 2008-352 du 16 avril 2008 visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale, Loi n° 2008-644 du 1er juillet 2008 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines (Loi n'appelant pas de décret d'application), Loi n° 2008-1245 du 1er décembre 2008 visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers, Loi organique n° 2009-257 du 5 mars 2009

relative à la nomination des présidents des sociétés France Télévisions et Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France, Loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 favorisant la protection de la création sur Internet, Etc. En fait, les récentes sur-médiatisations des « politiques de sécurité nationale » tous azimuts - qui font rage dans tout le G8 (Sécurité Anti-Terroriste, « Sécurité » des flux migratoires, Bio-sécurité, Sécurité discrétionnaire [Services secrets, Services spéciaux, etc.], Sécurité alimentaire, Sécurité aérienne, Sécurité nucléaire, Sécurité territoriale, Sécurité énergétique, Sécurité sanitaire [in fine, virale&hellip; tout récemment], etc.) - correspondent à un vaste « processus de reconstruction nationale » déployé contre l'ensemble des institutions des pays nord-hémisphériques (incluant au passage aussi la reconstruction cognitive et comportementale de leurs propres citoyens&hellip;). Pour être plus concret, il s'agit d'appliquer une politique de restructuration sectorielle, structurelle et institutionnelle - à la fois de type hyper-capitaliste, ultra-élitiste et excluante - tout en éliminant progressivement, avec l'aide de l'armée, de la police et du judiciaire, toute opposition politique. Les ajustements néo-libéraux coïncident ainsi toujours avec le démantèlement de l'État social pour le remplacer ensuite par un « État minimum » axé à la fois sur la libéralisation des prix (hyper-inflation au profit des multinationales) et sur la compression des effectifs et des budgets des institutions sociales, sanitaires et universitaires/éducationnelles. Parallèlement et complémentaiement, l'État minimum est remplacé par un puissant « État caserne » - axé sur la répression et le contrôle idéologique des vecteurs essentiels de l'identité nationale. Dans tous les cas, l'adoption des principes néo-libéraux coïncide autant avec la dilution de l'État socio-interventionniste (« ex-État providence »), qu'avec le déploiement d'une « dynamique d'exclusion sociale de masse » façonnée autour des programmes de redistribution élitistes des secteurs les plus rentables de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des finances (au profit d'une oligarchie néo-fasciste - appelée [par euphémisme simpliste] « néo-conservatrice »). Dans cette optique, le phénomène de paupérisation des masses d'une part, et de concentration des richesses de la Nation et de très hauts revenus aux mains d'une minorité de nantis (hyper-classe d'État) d'autre part, font partie des buts recherchés dans les restructurations néo-libérales planétaires actuelles. Les gardes à vue systématisées pour le moindre délit de base (et - à terme - pour des infractions de base), la criminalisation systématisée des militants de tout bord ou encore la construction de « camps de rétention administratifs pour les étrangers en situation irrégulière » sont utilisées comme institution centrale de guerre psychologique par les exécutifs d'État pour apeurer et lisser toutes formes d'opposition, qu'elles soient politiques, sociales, syndicales, voire armées. Les pré-dictatures militaro-sécuritaristes du G8 n'ont en fait pas comme objectifs que de simples modifications des règles politiques, économiques et géopolitiques en jeu : elles visent carrément à la refonte urgente du capitalisme mondial afin qu'il puisse répondre à l'urgence « mondialisation élitiste pro-G8 » en cours et - surtout - à l'arrêt immédiat de la montée réactionnelle [et légitime] des luttes sociales. La première étape est l'instauration d'un « État sécuritaire » avec des politiques internes de plus en plus musclées et des politiques extérieures ouvertement néo-coloniales. Dans quelques années, une répression impitoyable devrait d'ailleurs s'abattre sur la plupart des organisations politiques, sur les dissidents intellectuels et surtout sur l'ensemble des classes ouvrières. Pour les élites du G8, ces mesures de répression doivent permettre aux dirigeants néo-fascistes actuels de faciliter et d'accélérer la libéralisation et la ré-adaptation plus concurrentielle des vieilles économies moribondes du G8 - face aux grandes puissances économiques émergentes de l'Eurasie (Chine, Ex-Urss, etc.) et de certains pays du Tiers-monde (Inde, Brésil, Afrique du Sud, Venezuela, etc.). Alors même qu'à l'origine, les récentes méga-opérations intérieures et planétaires AT étaient présentées désinformationnellement comme des interventions visant à mettre fin aux violences terroristes intra- comme trans-nationales, les citoyens n'ont pas pu mesurer l'ampleur et les risques de totalitarismes d'État, de terreurs d'État et de terrorismes d'État qui se préparaient dès cette période. En fait, les « alibis sécuritaires et AT » ont permis - à partir de la fin 2001 - de procéder méthodiquement à de véritables « coups d'État sécuritaires » sur tout le G8. Ces coups d'État sécuritaires et/ou AT ont permis aux militaires et aux policiers (et à leurs institutions de coercition) de s'emparer progressivement de l'ensemble des pouvoirs institutionnels sans effusion de sang grâce à des plans antérieurement préétablis sur de solides bases institutionnelles, conspirationnelles et anticonstitutionnelles - avec à la fois des hommes bien entraînés, des organigrammes institutionnels minutieusement mis au point et de nombreuses alliances militaires, néo-fascistes et para-martiales tant au niveau intra-étatique qu'aux niveaux inter- et trans-étatiques (principalement pour le traçage puis - à moyen terme - pour la neutralisation des opposants politiques, des diasporas et des exilés internes et externes dans tout le G8). Dans ces processus largement et fortement prémédités, les Exécutifs d'État sont ainsi littéralement et progressivement en train de se transformer actuellement en « juntes militaires » et/ou en juntes paramilitaires tout en contraignant - par de nombreuses mesures disparates et très subtiles - leurs parlements législatifs et leurs sénats respectifs. En fait, à long terme (id est à l'horizon 2015/2016), ces coups d'État sécuritaires et AT - internes à chaque pays du G8 - annihileront le principe de séparation des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires [Parquets sous contrôle de l'Exécutif&hellip;] - qui jusqu'alors représentait normalement une des bases principales des régimes [encore&hellip;] démocratiques et républicains de l'UE et des USA - définis jusqu'alors par leurs Constitutions respectives encore opérationnelles. Les néo-dictatures sécuritaires et AT du G8 commencent à nier - ainsi depuis peu - la souveraineté des peuples européens et américains, accordant d'ores et déjà à leurs juntes exécutives des prérogatives aberrantes et injustifiées en matière de justice, de police et de militarisation intérieure. La fragilité du « modèle néo-libéral » - qui de facto est un modèle ultra-élitiste, politiquement autoritaire et géopolitiquement pro-martiale - ne fait plus aucun doute aujourd'hui quant à son avortement lié à la concurrence incompressible des BRIC. Dans ce sens et à moyen terme, l'effondrement du « modèle états-unien » sera inévitablement lié à la remise en question définitive et irréversible de son hégémonie dans le

cadre de ses relations multilatérales avec la Chine, l'Inde et l'ex-URSS - ces trois derniers « Etats-continentaux » étant désormais au centre des préoccupations géostratégiques américaines contemporaines. Plus à l'intérieur de la Triade (USA, UE et Japon), cette récente fragilité vient aussi de l'énorme montée en puissance des nombreuses menaces sociales que font peser les politiques drastiques d'ajustement structurel - appliquées à la plupart des institutions non sécuritaires et non militaires du G8. En fait, l'évolution galopante des inégalités - ainsi que des politiques néo-libérales ouvertement anti-sociales et élitistes - pourrait aboutir à pousser les élites néo-fascistes du G8 à déclencher une énième guerre mondiale catastrophique à horizon 2020 entre le bloc eurasiatique de l'Est et le bloc atlantiste de l'Ouest (« Pacte de Washington » et/ou OTAN en cours de réarmement) - afin de voiler leurs échecs intra-politiques et géopolitiques totaux. L'enjeu néo-fasciste du néolibéralisme est ainsi de revenir à ses anciennes « missions bottées » - identiques à celles des vieux Etats libéraux de l'entre-deux-guerres - réduites à leurs fonctions essentiellement et uniquement régaliennes et pro-martiales - tout en ferrailant librement et extra-parlementairement à leurs traditionnelles tâches de sur-contrôle social et de répression non garduées des masses non soumises ou idéologiquement inaptés. L'option militaro-sécuritariste de 2001 et au-delà - outre les prises de contrôle totales des exécutifs du G8 - opère aussi à une relance des dépenses militaires et sécuritaires. Cette relance tend aussi à « maximiser » opportunément et temporairement le potentiel économique des pays industrialisés et traditionnellement bellicistes de l'hémisphère Nord.

L'option « économie de guerre, de la guerre et de la sécurité permanente » - quoique temporaire - est donc une option idéologico-économique qui permet ainsi aux infimes classes très privilégiées des USA et de l'UE - qui vivent de leurs rentes boursières au niveau militaire et sécuritaire (rentes militaro-industrielles, rentes militaro-médiatiques, rentes militaro-sécuritaires, rentes militaro-nucléaires, etc.) et de nombreuses largesses fiscales (« Bouclier fiscal » pour les riches contre « plancher fiscal incompressible » pour les pauvres avec « TVA sociale généralisée » - notamment sur les produits de base pour la vie courante [qu'ils emploient les gueux et la plèbe pour survivre]) - d'attendre patiemment la « troisième guerre mondiale » aux alentours de 2020 sans réduire pour autant leur très haut niveau de vie, leurs privilèges off shore et leurs gains pharaoniques. Face à des menaces que les institutions d'Etat et les médias d'Etat US et UE créent eux-mêmes puis sur-médiatisent à des fréquences de plus en plus rapprochées, les grandes fédérations de l'hémisphère Nord - en dépression économique et politique interne avérée et définitive - ont donc choisi d'augmenter leurs dépenses militaires et sécuritaires - toujours plus élevées et en croissance constante. Ces dépenses opportunes de défense et de sécurité visent donc à enrichir leurs propres oligarchies militaro-sécuritaires tout en resserrant policièrement en interne leurs citoyennetés (apeurées, terrorisées mais encore trop remuantes). Au final, les élites exécutives ont pour principal objectif caché de préparer la prochaine grande guerre chaude - qui ne sera que la troisième de l'histoire de l'humanité sur environ un siècle... Terrifiés et n'admettant pas leurs prochaines faillites inéluctables face aux BRIC, les néo-conservateurs US et UE - ouvertement pro-bellicistes - arguent actuellement [de plus en plus haut et fort] que la guerre est la seule issue viable pour la survie de l'Occident (ou plutôt pour leur survie). De plus, cette méga-dépression économique-financière - qui incube bruyamment sur tout le G8 depuis 1999 - induit en parallèle un énorme déficit budgétaire qui - au delà des dépenses militaro-sécuritaires sommitales - est due aussi à la fois à l'envolée des dépenses de santé, à l'envolée des aides sociales, à l'explosion du chômage de masse et surtout à l'effondrement des recettes fiscales et sociales (résultant - accessoirement - des effets pervers des PAS [Plans d'ajustement structurel] et des politiques néo-libérales menées en interne dans l'ensemble des institutions du G8). Car, les choix de gestion des plus grands groupes industriels et financiers (dont les méga-ateliers de Vulcain des USA et de l'UE) sont inévitablement et nécessairement orientés vers le profit maximum - sans tenir compte du facteur humain. Les choix de gestion néo-libéraux impliquent toujours des compressions cycliques de main d'œuvre, des fiscalités « off shore » favorables et la dé-structuration raffinée et furtive des divers acquis sociaux hérités de la longue période de la guerre froide (abandon progressif des infrastructures sociales, réduction des emplois sociaux, réduction et non entretien des logements sociaux, arrêt progressif de la gratuité des écoles et des études supérieures, privatisation et dislocation progressive de la sécurité sociale et des caisses de retraite<sup>1/4</sup>). Le Titanic ayant bien été lui aussi insubmersible [heureusement], les classes dominantes et dirigeantes ont donc aujourd'hui depuis environ 1999/2000 - d'une manière très logique, minutieuse et docte - à augmenter en urgence et préventivement - pour anticiper la méga-dépression économique et financière prévue pour 2015 sur tout le G8 - les dépenses sécuritaires, policières et militaires dans tout le G8 (contrôle, sécurité publique, maintien de l'ordre, armements, surveillance civique généralisée, etc.). Ces méga-dépenses de Défense et de Police sont justifiées - sans aucun complexe - par la nécessité de doter les fédérations de l'hémisphère Nord d'une panoplie complète d'armes et d'équipements militaires high tech, censés leur permettre d'affronter toutes les formes de menaces (internes comme externes) - lors des futurs conflits et des futures crises que ces mêmes fédérations imaginent de manière paranoïde comme pan-insurrectionnelles, planétarisées et semi-conventionnelles. En fait, les premières augmentations du budget de la défense US ayant commencé dès 1999 (les dépenses d'acquisition de matériel étaient alors en baisse chronique, continue et désagréable [pour les oligarques industriels et pour les oligarques d'Etat] depuis 1986), les indices boursiers des secteurs de l'armement et de la sécurité sont repartis immédiatement [enfin !] à la hausse (l'éclatement de la bulle spéculative du Nasdaq au printemps 2000 a aussi renforcé ce mouvement). Puis en 2000 et surtout 2001, le repli des « rentiers bottés » et des « prédateurs financiers » sur les industries d'armement et de sécurité (cf. les indices de la Défense Amex Defense Index ou DFI et Spade Defense Index ou DXS) a par ailleurs été opportunément conforté par les événements tragiques du 11/9 et les hausses subséquentes des budgets de la défense du G8... A noter que le lundi 17 septembre 2001 à 20 heures (heures US), les

cours des titres liés à l'armement et au sécuritaire ont enregistré des gains allant jusqu'à 30%. A noter aussi qu'au même moment - d'une manière très curieuse - certaines compagnies de transport aérien avaient fortement et énigmatiquement baissé en parallèle deux semaines auparavant. Les stimulantes perspectives futures d'engagements militaires coloniaux tous azimuts, voire de grandes guerres continentales très chaudes (principalement à l'étranger, dans les ex-colonies africaines et eurasiatiques, etc.) ainsi que les divers déploiements militaro-sécuritaristes en intra-national (liés à la vieille doctrine de sécurité nationale appliquée en interne dans tout le G8 [le déploiement mondial de la SN a malheureusement pour le moment avorté]) ont ainsi redonné confiance à la toute petite élite néo-fasciste de « crypto-rentiers boursiers » et aux « crypto-investisseurs off shore » du G8. Ceux-ci n'ont ainsi plus à s'inquiéter pour les préparatifs de la troisième guerre mondiale et surtout pour leur avenir pharaonique - qui est d'ores et déjà assuré pour une bonne douzaine d'années. L'après-troisième guerre mondiale en 2020 ou 2021 - qui devrait être une « Blitzkrieg TNRV » monstrueuse [Thermonucléaire, Radiologique et Virale] avec plusieurs milliards de morts - pourrait cependant aboutir très logiquement à l'arrestation et à la condamnation de nombreuses élites actuelles qui ont vécu depuis une bonne vingtaine d'années au déclenchement d'une grande guerre chaude. Ils devront au passage endosser la responsabilité de la neutralisation systématisée, intentionnelle et préméditée de plusieurs milliards d'humains... innocents. D'ailleurs depuis 1993, les fusions entre méga-firmes de l'armement US et UE se font à vitesse accélérée et coups de milliards de dollars (avec - au total - une cinquantaine de fusions-acquisitions au niveau des industries militaires et aéronautiques nord-hémisphériques en pleine restructuration préventive) : parmi les plus stratégiques, on peut citer ici l'acquisition de Northrop Grumman par Lockheed-Martin, pour un montant d'une dizaine de milliards de dollars, l'acquisition de Newport News Shipbuilding et de TRW par Northrop Grumman en 2002 (pour respectivement 2,6 et 7,8 milliards de dollars), l'acquisition de Titan par L-3 Communications en 2005 (pour 2,65 milliards de dollars) et l'achat d'Anteon par General Dynamics en 2006 (pour 2,2 milliards de dollars) ; Il y a peu de temps General Dynamics a racheté l'autrichien Steyr-Daimler-Puch Spezialfahrzeug en 2003 et Santa Barbara en 2001 en Espagne (faisant parties des méga-entreprises de l'armement terrestre européen). Le groupe Carlyle a, de son côté, procédé à l'acquisition de l'italien FiatAvio ainsi que de 30 % du britannique Qinetiq en 2003, tandis que Kohlberg Kravis Roberts a récemment avalé l'allemand MTU Aero Engine. Aujourd'hui, les conséquences catastrophiques des politiques oligarchiques du néo-libéralisme sont actuellement patentes, voire caricaturales : dans tous les pays du G8 (comme d'ailleurs dans le tiers-monde) les inégalités sociales se creusent à une vitesse alarmante. Lié à cet « anti-égalitarisme structural feutré » inhérent à l'idéologie fascistoïde des néo-conservateurs, le revenu annuel moyen des 155 000 contribuables US les plus riches - c'est-à-dire le 0,1 % au sommet de la pagode pyramidale (base écrasée et très épaisse correspondant aux classes moyennes et aux classes défavorisées et longue flèche très fine correspondant à l'hyper-classe de nantis) - est alors tout récemment passé à environ 4 millions de dollars en 2005 - soit environ 3,2 fois plus que le petit 1,2 millions de dollars déclaré en moyenne annuellement par ce même groupe en 1980 (hors bien évidemment les actifs défiscalisés traditionnellement en « off shore » [dans les « 70 paradis fiscaux » restés ouverts {supra-}légalement - essentiellement pour les multinationales, les élites et les politiciens d'Etat]). Pour les méga-systèmes militaro-sécuritaires d'Etat du G8 - id est de l'ensemble des entreprises de l'armement, des institutions financières attenantes et des exécutifs d'Etat qui sont les premiers bénéficiaires en terme de hausses des budgets nationaux de défense et de sécurité -, le contrôle coercitif, voire totalitaire des masses paupérisées de travailleurs et de sous-citoyens post-libéraux doit être ainsi synchronisé intégralement avec la pérennité des méga-intérêts pharaoniques et des rentes impériales de la toute petite oligarchie militaro-sécuritaire qui commande l'ensemble du G8. Tangentiellement, les objectifs hyper-coloniaux de croissance des pays industrialisés doivent aussi se faire dans le cadre de l'appropriation normale de l'ensemble des richesses de la planète au profit de cette même oligarchie US et UE. Plus concrètement, à partir de septembre 2001, entre terreurs d'Etat, terrorismes transnationaux d'Etat et euphorie financière délirante, les marchés financiers se sont mis soudainement à fluctuer avec empathie dans une spirale fortement ascendante dans le cadre d'une appétence avérée pour la militarisation des économies US et UE (via la reprise récente et heuristique des divers colonialismes martiaux du G8 [Irak I, Serbie en 1999, Afghanistan en 2001, Irak II en 2003, Cuba II {en 2017 ?}, Moscou II {en 2018 ou 2019 ?}, Syrie I {en 2017 ?}, Iran I {en 2017 ou 2018 ?}, Corée II {en 2017 ?}, Pékin I {en 2019 ou 2020 ?}, etc.]). Même s'il devrait y avoir pendant quelques temps une pause dans les débarquements néo-coloniaux massifs du pacte de Washington (de 2009 à 2017 environ), les attaques néo-coloniales planétaires du G8 devraient cependant reprendre de plus belle à un niveau planétaire pour le bien-être essentiel et absolument prioritaire de l'élite d'actionnaires des secteurs militaro-sécuritaristes et thermonucléaires américaines et européennes après 2017 (période post-Obama). Les niveaux très élevés des dépenses publiques allouées par les exécutifs du G8 aux secteurs militaires et sécuritaires et l'enthousiasme des marchés financiers pour ces politiques - suicidaires en interne et pro-holocaustes en externe - nous indiquent aussi que l'hémisphère nord se dirige à la fois vers plusieurs méga-dictatures fédérales (qui seront réparties en 3 ou 4 « méga-blocs exécutifs noirs » et en concurrence à l'horizon 2018 ou 2019) et - surtout - vers des guerres chaudes de plus en plus plausibles où à terme plusieurs milliards de gueux pourraient disparaître semi-conventionnellement sous le feu thermonucléaire et/ou dans un omnicide virologique de masse de niveau [pathogène] 5 (« Virus de destruction totale » fabriqués dans un joli laboratoire militaire de virologie d'Etat à pression négative [de niveau -5] d'un ou de deux pays du G8). Outre qu'à chaque effondrement des « méga-trusts militaro-sécuritaires » et des « méga-banques » américano-européennes (« too big to not fail »), l'apurement de leurs dettes - véritables usines à gaz pour élites (coûtant à chaque crise en moyenne de 2 à 3 trillions d'euros ou de dollars aux contribuables) - est à chaque fois systématiquement et temporairement

nationalisée (ou souvent re-nationalisée) afin d'utiliser manipulatoirement les deniers publics pour leurs renflouements d'urgence. Car, pour les plus grandes banques privées (id est en aval de la privatisation des méga-gains bancaires pour une minorité d'initiés en bourse issue des exécutifs ou des grands réseaux transnationaux de néo-conservateurs ultra-fascistes), la nationalisation des pertes bancaires se fait à chaque fois - toujours de manière réactionnelle - quasiment en dehors de tout contrôle parlementaire. De facto, les Etats néo-libéraux du G8 ne sont plus depuis quelques années au service de l'intérêt général ou de l'intérêt de la Nation (Intérêt national) mais au service des entreprises et des institutions militaro-sécuritaires d'Etat - dont des élites qui en vivent de manière pharaonique. Car, de l'ancien dispositif surnois de « privatisation des exécutifs d'Etat » et de leurs institutions stratégiques au profit d'une élite néo-fasciste - qui remonte au temps de la guerre froide - découle aujourd'hui une « élitisation anti-démocratique terminale » (nouvelle oligarchie d'Etat) qui aboutira inexorablement et abruptement à l'effondrement intrapolitique comme géopolitique de l'Occident pour la fin du premier quart du XXIème siècle (pourrissement des exécutifs - déjà patent aujourd'hui - et corruption généralisée de l'ensemble des institutions du G8). En fait, le problème quasi-schizophrénien des Américains est que - quand ils envahissent un petit pays étranger pour le bombarder, le piller et torturer massivement leurs populations [notamment pour « pacifier » les populations autochtones] - en disant qu'ils veulent restaurer la Démocratie, la Paix et les Droits de l'homme -, ils sont réellement sincères dans leurs délires. Dans le même sens, si un jour - « id est » dans quelques années - les vieilles élites militaires, financières, militaro-industrielles et exécutives du G8 se retrouvaient brisées ou ruinées, elles pourraient peut-être alors choisir délibérément de déclencher. Mais, il nous faut savoir ici (et cela - seuls quelques rares spécialistes militaires de l'armement stratégique le savent) que si une vraie guerre mondiale semi-conventionnelle - c'est-à-dire à la fois thermonucléaire et virologique de niveau 5 - devait être brusquement déclenchée à l'horizon 2019 ou 2020, celle-ci provoquerait - en premier effet - la mort immédiate de 500 millions d'humains (effets immédiats des armes thermonucléaires ou armes à hydrogène) ; Puis, secondairement, aurait lieu - à moyenne échéance - la mort différée mais inéluctable d'environ 5 à 6 milliards d'humains (effets différés de la radioactivité, de l'hiver nucléaire et des armes virales de niveau 4 et 5). Extrait de L'ère des re-colonisations. « Guérillas anti-coloniales et Terrorismes d'Etat au XXIème siècle » Christian NotsA paraître en 2009